

L'intégration des immigrants musulmans progresse en Europe

Modifié le 25/08/2017 à 08:24 | Publié le 25/08/2017 à 07:00

[Écouter](#)



La Grande Mosquée de Paris. | Photo EPA

Une étude allemande, réalisée par l'institut Bertelsmann, souligne de "vrais progrès" dans l'intégration des immigrants musulmans en Europe.

L'intégration des [immigrés](#) de confession musulmane fait de « **vrais progrès** » en Allemagne, France, Royaume-Uni, Suisse et Autriche, malgré les obstacles dans l'éducation et l'accès à l'emploi, selon une étude de l'institut allemand Bertelsmann.

« **À la seconde génération au plus tard, la majorité (des immigrants musulmans) a intégré la société générale** », a souligné la Bertelsmann Stiftung dans un communiqué publié à l'occasion de la parution jeudi d'un « **Moniteur de la religion** » (1 000 personnes représentant la population, ainsi que 500 se disant musulmanes, interrogées dans chacun des pays étudiés).

5 % de la population en Europe de l'Ouest

L'institut a retenu plusieurs indicateurs d'intégration pour les musulmans - qui représentent environ 5 % de la population en Europe de l'Ouest, selon l'étude - comme le niveau d'éducation, l'emploi et la rémunération, le lien exprimé avec le pays d'accueil ou encore le temps libre passé avec des non musulmans.

« **Cette intégration couronnée de succès est d'autant plus notable qu'aucun de ces cinq pays n'offre des moyens structurels adéquats permettant une participation (à la société) et que les musulmans sont confrontés à un rejet ouvert de la part d'environ un cinquième de la**

population », souligne l'institut Bertelsmann.

« **Connectés** » avec leur pays d'accueil

L'étude affirme qu'à la seconde génération, 67 % des descendants d'immigrés se disant de confession musulmane poursuivent leurs études au-delà du lycée (17 ans). Ils se disent très majoritairement « **connectés** » avec leur pays d'accueil (96 % en France et en Allemagne) même si dans certains pays, les expressions de rejet peuvent être fortes.

Ainsi, 28 % des personnes interrogées en Autriche disent ne pas vouloir de voisins musulmans. Ils sont 21 % au Royaume-Uni, 19 % en Allemagne, 17 % en Suisse et 14 % en France, et les taux de rejet sont bien moindres si on les interroge sur l'éventualité d'avoir des voisins « **homosexuels** » ou « **d'une couleur de peau différente** ».

Une rémunération inférieure

Si la France est saluée pour le faible taux d'interruption de scolarité après 17 ans (11 %, contre 36 % en Allemagne), elle est en revanche épinglée pour la « **discrimination sur le marché du travail** ». Celle-ci se traduit par un taux de chômage de 14 % pour les immigrés de confession musulmane, contre 8 % dans l'échantillon représentatif de la population.

La situation est quasiment inversée en Allemagne, avec une orientation jugée trop précoce des élèves vers la scolarisation professionnelle (64 % seulement des immigrés musulmans a poursuivi l'école après 17 ans) ce qui « **tend à perpétuer les désavantages liés à l'origine** ». En revanche, « **la capacité d'absorption du marché du travail est relativement bonne et les barrières d'accès pour les migrants relativement basses** », d'où un taux de chômage de 5 % chez les immigrés de confession musulmane (contre 7 % dans la population totale).

Dans tous les cas, leurs niveaux de rémunération restent inférieurs à la moyenne.

Les « **musulmans pratiquants** » affichant leur foi sont confrontés à des discriminations plus fortes encore, tant au niveau du taux de chômage que de la rémunération, selon l'institut Bertelsmann. Il plaide pour que les pays étudiés encouragent la diversité en accordant à l'islam « **le même statut légal que d'autres groupes religieux institutionnels** » et promouvant « **les contacts interculturels et interreligieux** ».